

Le sénateur Bernard Delcros prend la tête du Parlement rural français

Publié le 23 juin 2022 par Michel Tendil / Localtis
Cohésion des territoires, Organisation territoriale, élus et institutions

Le sénateur du Cantal prend la succession de Patrice Joly. Il appelle à un "plan de très grande ampleur en faveur des territoires ruraux" et à la nomination d'un véritable ministre chargé de la ruralité dans le cadre du remaniement à venir.



Le sénateur du Cantal Bernard Delcros a été élu à la tête du Parlement rural français, le 22 juin, pour une durée de deux ans. Il succède à son collègue de la Nièvre Patrice Joly (PS) qui occupait cette fonction depuis la création du Parlement en juin 2019 avec pour mot d'ordre "Ruralisons !" (voir [notre article](#) du 4 juin 2019). Le Parlement rural est avant tout un groupe de pression constitué de plusieurs associations représentatives de la ruralité, d'universitaires, de chefs d'entreprises et d'élus de tous bords... Il est animé par l'Association nationale nouvelles ruralités (ANNR).

Bernard Delcros avait rejoint le palais du Luxembourg en 2015 après que Pierre Jarlier avait été déclaré inéligible par le Conseil constitutionnel. Ancien maire de la petite commune de Chalinargues (aujourd'hui fusionnée dans la commune nouvelle de Neussargues en Pinatelle) et président de la communauté de commune du Pays du Murat, c'est un fervent défenseur de la ruralité et notamment des zones de revitalisation rurale (ZRR) dont l'avenir est aujourd'hui l'objet d'arbitrages. Il figurait notamment dans la mission parlementaire bicamérale (deux députés et deux sénateurs) qui a remis un rapport le 11 avril à l'ancien Premier ministre Jean Castex, appelant à un retour au zonage communal et non plus intercommunal (voir [notre article](#) du 20 avril 2022).

Il travaille actuellement à un rapport budgétaire sur le financement des maisons France services (voir [notre article](#) du 7 mars 2022). Il devrait remettre ses conclusions à la commission des finances "début juillet", indique le Parlement rural français, dans un communiqué. Bernard Delcros est également vice-président de la commission des finances et de la délégation aux collectivités.

Pour le Parlement rural, la crise des gilets jaunes, les doléances issues du Grand Débat national et les résultats des élections présidentielles et législatives, sont autant de manifestations d'un "avertissement" adressé à l'exécutif, demandant que la ruralité soit davantage prise en compte dans les politiques publiques. Bernard Delcros appelle ainsi à un "plan de très grande ampleur en faveur des territoires ruraux" et à la nomination d'un véritable ministre chargé de la ruralité dans le cadre du remaniement, alors que l'ancien secrétariat d'Etat à la ruralité de Joël Giraud a été supprimé. Et ce, alors que les efforts du Parlement rural pour imposer un "agenda rural européen" dans le cadre de la présidence française de l'UE sont demeurés vains, comme le regrettait Patrice Joy, dans Localtis, en début de semaine (voir [notre article](#) du 20 juin 2022).